



Sommaire

page 1	Edito :	Le Nicaragua sandiniste en 2019, secoué mais debout
page 2	Projet :	L'aide aux étudiantes infirmières redémarre à Matagalpa, Nicaragua
page 3	Analyse :	La KIFA à Athènes : coup de pouce bienvenu !
page 4	En bref :	La CSSR fête le 1 ^{er} mai Assemblée générale à Vaux le 15 juin
	A lire :	Un regard critique sur l'histoire du CICR

Engagée pour la santé!

Qui sommes-nous ?

Histoire - La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la seconde guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Vietnam.

Objectifs - Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs - La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens - La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Edito

Le Nicaragua sandiniste en 2019, secoué mais debout

La carte postale s'est écornée: des gros véhicules sur la route et des pauvres le long du chemin, toujours les mêmes, la même dégaine: la casquette vissée sur la tête, le «machete» dans une main, des sacs et des enfants dans l'autre. Et tou-te-s, vraiment tou-te-s, le téléphone plaqué sur l'oreille ou sortant de la poche arrière des jeans. Matagalpa, charmante ville à dimension de village, s'est «développée»: biens de consommation à foison, mais disparition des «fritangas» (vendeuses de nourriture maison) et des «frescos naturales» (jus de fruit naturels).

Nous rencontrons une population sous le choc: Sandinistes ou «Azul y blanco» (AB), tou-te-s sont unanimes pour dire que, du 18 avril au 19 juillet 2018, la situation a été terrifiante. Certain-e-s disent même que «c'était pire que pendant la guerre». Il était difficile de se déplacer, d'aller travailler, d'aller faire des achats; de parler et de se taire; de participer aux manifestations et de ne pas y participer. Car «tout a passé à travers les réseaux sociaux», déclare une ancienne collègue de travail. «Même quand on ne mettait rien sur Facebook, on se faisait attaquer. Et si on n'était pas clairement marqué à droite ou à gauche, on était aussi menacé».

Il y a eu d'abord les grandes manifestations. Puis, chaque soir, c'était un défilé de motos pétaradantes qui sillonnaient la ville en tirant des coups de feu. Puis il y a eu les «pandillas» (bandes) qui venaient on ne sait d'où pour monter les «tranques» (barricades) et voler à tout-va. Et la police masquée. Destructures et morts. Les jeunes ne pensaient jamais assister à de telles scènes. Les vieux ne pensaient jamais les revivre.

Les interprétations de ces événements sont diverses, la position finale plutôt

unie: un coup d'Etat orchestré par les USA, qui attendent toujours le moment favorable pour frapper? Le déchaînement inattendu des réseaux sociaux manipulés par la droite? Les options erronées du FSLN (Front Sandiniste) qui a réprimé les manifestations d'étudiant-e-s, cantonné la police dans ses casernes, «nettoyé» les «tranques» de manière parfois violente? Il y a surtout ceux et celles, Sandinistes et AB, pour qui la coupe était pleine: trop d'autoritarisme, trop de présence Ortega-Murillo (surtout Murillo), trop de corruption.

Tous ces événements ont secoué la jeunesse, la population, le FSLN. Aujourd'hui, c'est le moment où certain-e-s, de manière sincère ou par opportunisme, sont revenus au FSLN. D'autres encore sont sortis de prison. Mais il y a désormais une défiance générale de la population envers celles et ceux qui auraient dû les protéger d'un désordre aussi violent et qui a duré plus de 3 mois.

La confusion entre emploi, religion, problème familiaux ou personnels et la politique, toute cette confusion rendra difficiles les choix électoraux des Nicaraguayen-ne-s, le moment venu. Pourtant, tout en dénonçant une corruption éhontée, une dictature même, nombreux sont celles et ceux qui déclarent qu'ils-elles voteront toujours pour le FSLN, et même: pour Ortega.

Une étudiante de León nous confie: «Si la situation est plus calme en général et en surface, au fond, les problèmes ne sont pas du tout réglés, notamment celui de donner de l'espace pour les questions, les contestations, les désaccords».

Viviane Luisier, présidente

L'aide aux étudiantes infirmières redémarre à Matagalpa, Nicaragua

Après une visite de terrain en avril au Nicaragua, nous avons ramené des précisions sur le projet qui a commencé en début d'année et des perspectives d'avenir aussi.

Viviane Luisier

Le projet UNAN-CSSR : Rappel

Pendant presque 20 ans (1998-2017), la Centrale a soutenu la Casa Materna de Matagalpa (CMM), contribuant ainsi à la lutte contre la mortalité maternelle dans le Nord du Nicaragua. Les femmes hébergées à la CMM allaient accoucher à l'hôpital, où elles étaient prises en charge en toute sécurité. De l'avis des travailleuses de la CMM et des femmes qui accouchaient dans cet hôpital et sur la base de nos observations, nous avons pensé qu'il était logique de faire aussi un effort sur cette prise en charge hospitalière, pour qu'elle devienne plus accueillante et plus respectueuse des parturientes.

Nous avons donc impulsé un projet au sein même de l'université qui forme les infirmières diplômées, la UNAN (Universidad Nacional Autónoma de Nicaragua). Un premier projet s'est développé entre 2013 et 2015, apportant aux étudiantes un soutien en termes de matériel (uniformes, documents de travail et même un bus pour les déplacements), sans oublier une partie qualitative, destinée à améliorer la prise en charge, au plan psychologique, des femmes et des patient·e·s en général. C'est ainsi qu'un cours de «bio-éthique»



Karolay et Marcia, les deux responsables de l'Observatoire. © Viviane Luisier

(ou «cours de relations humaines») a été mis en place, à la satisfaction des étudiantes et des patient·e·s.

En 2018, un nouveau projet devait démarrer, mais il a été retardé par les événements qui ont secoué le Nicaragua entre avril et juillet 2018, avec la fermeture des universités qui s'en est suivie. Le projet n'a pu débuter qu'en janvier 2019. Ce deuxième projet comporte plusieurs nouveautés. L'une d'elles,

c'est la création d'un «Observatoire», cellule de deux infirmières chargées principalement de quatre tâches :

- organiser la formation continue des professeur·e·s,
- intensifier le plaidoyer pour la profession d'infirmière,
- mener une enquête qui permette de voir quel pourcentage d'infirmières diplômées trouvent du travail dans leur qualification,
- coordonner l'ensemble du projet, afin d'augmenter l'autonomie du partenaire.

Du 8 au 16 avril 2019, j'ai effectué une visite de terrain qui a permis de préciser quelques points de l'extension de ce projet, qui a débuté en janvier 2019 et se terminera en décembre 2021 :

- Nous avons pu parler ouvertement des questions liées aux salaires et à différents postes du budget qui semblaient manquer ou au contraire être trop élevés.
- Nous avons précisé que la formation continue des enseignant·e·s devait comporter un volet important concernant la santé périnatale, puisque l'objectif principal du projet reste la diminution de la mortalité maternelle dans la région.

Cassandra vient de San Ramón, un village à 15 km de Matagalpa. Elle a 21 ans, elle a fait sa maturité. Elle vit actuellement avec sa grand-mère qui produit du pain. Donc elle produit aussi du pain ! Sa mère est partie travailler en Espagne, elle ne connaît pas son père. Elle est en 5^{ème} année. Elle s'intéresse à l'obstétrique, notamment aux suites de couches. Mais pour le moment, c'est seulement théorique, elle n'a pas encore fait de stage dans ce département. De toute façon, elle fera le travail qu'on lui proposera, il n'y a pas tellement à choisir. A ce jour, elle n'a encore rien reçu du projet de la CSSR, si ce n'est un uniforme qui n'était pas adéquat en ce qui concerne les chaussures et le pantalon (ndlr: il s'agit du projet terminé en 2015).



VL

- Mais le travail qui nous a le plus occupées, c'est celui de l'élaboration de «l'Enquête de suivi des diplômées de la UNAN». En effet, à l'issue du premier projet (2013-2015), nous avons constaté que, d'une part, la UNAN formait des infirmières diplômées, mais que, d'autre part, le Ministère de la santé ne leur assurait pas de place de travail à la fin des études. Celui-ci avait en effet recommencé à former des auxiliaires d'infirmier, ressource qui coûte moins cher à l'Etat. De l'avis des étudiantes, des enseignant-e-s et

de la population, cela constitue bien sûr une régression. Aujourd'hui, il semble que la formation d'auxiliaire servira plutôt à faire un travail social dans les communautés. N'empêche que rien n'annonce une ouverture du MINSa aux infirmières diplômées. C'est pourquoi «l'Enquête» qui débute actuellement devrait documenter l'évolution des ressources formées à l'université. Cela devrait permettre de débattre avec plus de force avec les autorités sanitaires pour obtenir des places de travail.

- L'extension du projet actuel a été présentée directement aux étudiantes. Cela a donné lieu à un débat concernant les places de travail. La possibilité de créer une coopérative infirmière est une alternative qui a enchanté les étudiantes, les enseignant-e-s et même une partie des autorités de santé. Mais il faudra encore travailler pour que l'on puisse présenter un projet de coopérative qui tienne la route, c'est-à-dire qui devienne complètement autonome. Ça, c'est une magnifique musique d'avenir.

Analyse

La KIFA à Athènes : coup de pouce bienvenu !

Depuis 2018, la CSSR s'engage aux côtés de la Polyclinique et pharmacie sociale, à Athènes. Voici quelques nouvelles de cette collaboration.

Alicia Pary

Souvenez-vous : dans notre bulletin n° 168 de mai 2018, nous vous présentions la KIFA, une structure de soins à destination des personnes défavorisées où une vingtaine de professionnel-le-s de la santé fonctionnaient sur une base bénévole.

Peu après la parution de cet article, une visite sur place a été réalisée par le secrétariat de la CSSR, afin de confirmer ces premiers contacts par courriel et discuter des possibilités de soutien. Plutôt que de développer un projet de longue durée pas vraiment en adéquation avec les capacités et les besoins de cette structure, le comité de la CSSR a décidé de la soutenir ponctuellement, à raison de deux versements de CHF 1'000.- par an pendant deux ans.

Notre décision a été accueillie avec enthousiasme par l'équipe de la KIFA, qui ne reçoit pas d'aide du gouvernement local ni d'organismes internationaux et dépend entièrement de dons privés.

Peu après notre versement, nous avons reçu les premières nouvelles : l'argent a servi à acheter principalement du matériel dentaire (fraises, système de matrice de plombage, etc.).

La polyclinique est en effet spécialisée dans les soins dentaires, qui constituent la majorité des consultations pour l'année 2018 (44% de tous les rendez-vous). Sa pharmacie est également très sollicitée puisque deux tiers des patient-e-s requièrent des médicaments.

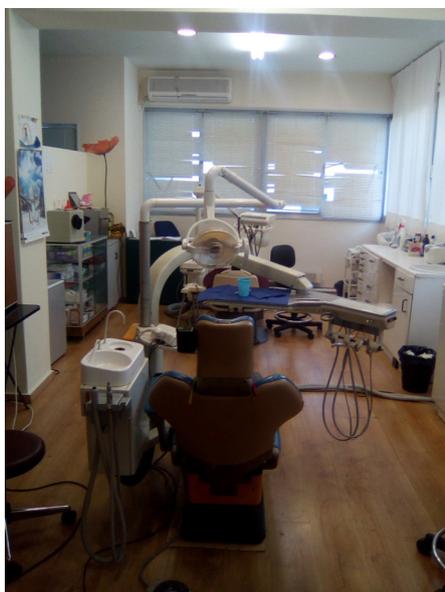
La patientèle est constituée presque exclusivement de migrant-e-s, la majorité en provenance du Moyen-Orient (Syrie, Afghanistan, Iran, Irak), mais aussi d'Asie du Sud-Est (Pakistan, Bangladesh), souvent avec des besoins spécifiques (familles avec de très jeunes enfants, mineur-e-s non accompagné-e-s, femmes victimes de violences et migrant-e-s provenant de centres de rétention de l'Attique).

80% d'entre eux-elles requiert des soins médicaux et 90% des médicaments. La tendance à la baisse dans les demandes de soins s'explique par le fait que la majo-

rité d'entre eux-elles a reçu un numéro de sécurité sociale et a donc maintenant accès aux prestations délivrées dans les structures de santé publique.

Ce résultat est en partie l'œuvre de la KIFA, qui a également mené un travail de plaidoyer pour que les ONGs et les structures municipales informent de manière plus active les personnes de leur droit d'accès à ces prestations.

Nous restons attentifs à l'évolution des statistiques et vous tiendrons informés de l'actualité de cette structure solidaire, avec laquelle nous sommes contents de pouvoir collaborer.



Une salle équipée pour les soins dentaires et deux médecins bénévoles de la Polyclinique



© Alicia Pary

La CSSR fête le 1er mai

Le 1er mai, au parc des Bastions, le stand de la CSSR n'a pas désempilé ! Bière, houmous et caviar d'aubergine, tartes et cakes en tout genre, ce ne sont peut-être pas nos panneaux d'information qui ont le plus attiré le chaland (quoique...), mais ce dernier était au rendez-vous et c'est cela qui compte. Installée au milieu des stands des mouvements syndicaux et politiques de gauche, à côté de la tente de MediCuba, la CSSR a dignement réaffirmé sa place dans le monde militant genevois..

Photo Demir Sönmez



Grève féministe et des femmes* dans toute la Suisse le 14 juin 2019: pour une égalité réelle, maintenant et partout !

Assemblée générale annuelle de la CSSR

Les membres de la Centrale Sanitaire Suisse Romande sont invités à l'Assemblée générale qui se tiendra:

**samedi 15 juin 2019,
de 11h à 12h30**

dans la salle du Collège de Vaux-sur-Morges, Place Sutermeister, **1126 Vaux-sur-Morges.**

Les membres sont ensuite invités à partager un «buffet canadien».

A lire !

Un regard critique sur l'histoire du CICR

Irène Herrmann, *L'humanitaire en questions. Réflexions autour de l'histoire du Comité international de la Croix-Rouge*, Paris, Ed. du Cerf, 2018, 169 p.

Parmi les publications des historiennes et historiens contemporain-e-s, celles d'Irène Herrmann, professeure à l'Université de Genève, sont parmi les plus stimulantes. Dans un récent ouvrage, elle se penche sur un concept très valorisé de nos jours, qui connaît un véritable engouement: l'humanitaire. Après une introduction sur ses origines, juives, chrétiennes puis laïques, elle focalise rapidement son attention sur le CICR.

C'est l'ouverture complète des archives de la Croix-Rouge qui permet, depuis quelques années, la publication d'une série de travaux novateurs. La naissance de cette organisation est très liée à un milieu socioreligieux genevois bien défini : la grande bourgeoisie protestante liée au mouvement piétiste du Réveil. Irène Herrmann se penche aussi sur les liens unissant le comité du CICR et la Confédération suisse. En se profilant comme la patrie de l'humanitaire, Berne assoit sa réputation mondiale et pense aussi, accessoirement, se prémunir contre toute agression militaire.

L'ouvrage passe à notre gré un peu trop rapidement sur la guerre d'Espagne (1936-1939), où la partialité profranquiste du CICR entraîne, par contrecoup, la naissance, sous l'égide du Komintern, de la Centrale Sanitaire Suisse, qui soutient les Républicains sur le plan médical. Une très large place, bien sûr, est faite à la Seconde Guerre mondiale, car c'est le conflit à propos duquel l'action (ou la non-action, s'agissant des camps d'extermination) du CICR fut et reste la plus discutée et critiquée.

Toutes les personnes engagées dans l'humanitaire, sous ses diverses variantes et dans le cadre des nombreuses organisations, quasi pléthoriques, qui s'y rattachent, devraient lire ce livre à la fois critique et mesuré dans ses appréciations.

Pierre Jeanneret

LES CONFÉRENCES DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES



L' HUMANITAIRE EN QUESTIONS
RÉFLEXIONS AUTOUR DE L'HISTOIRE
DU COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Irène HERRMANN

cerf

Contacts

Centrale Sanitaire Suisse Romande, 15 rue des Savoises, CH – 1205 Genève Tél : +41 22 329 59 37
– info@css-romande.ch - www.css-romande.ch **Versements** CCP 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire Suisse Romande **Comité de rédaction:** Claude Desimoni, Viviane Luisier, Aude Martenot, Alicia Pary, Jean-Marc Richard, Luisa Sanchez Gonzalez

Tirage: 1700 exemplaires **Parution:** 4 numéros par an **Abonnement de soutien :** 20 CHF par an